

# LA PRESSE EN REVUE...



**MARDI 22 AVRIL 2014**

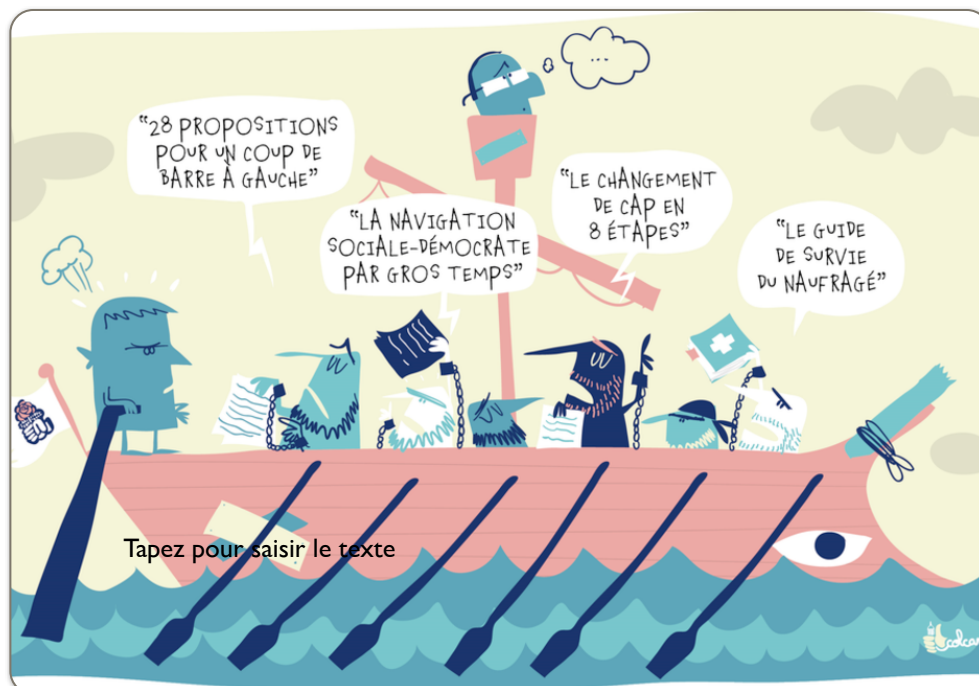
## SOMMAIRE

- 1) Proposition...
- 2) ...et division
- 3) Pourquoi il est...
- 4) Et si ??
- 5) H-V !
- 6) Le FN de Béziers...



Gérard Diez La Presse en Revue

**I) Des députés PS proposent un autre plan d'économies que celui de Valls**



« Je sais les attentes, je sais les doutes », avait commenté Manuel Valls, le 16 avril, en présentant son plan pour réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros entre 2015 et 2017. Probablement ne mesurait-il pas encore l'ampleur des doutes dans les rangs de sa majorité.

Le Parti socialiste, après la débâcle des élections municipales, le remaniement précipité à tous les étages du pouvoir et la désastreuse affaire Aquilino Morelle, est à bout de nerfs. Nul, aujourd'hui, n'est en mesure de garantir que le programme de stabilité, qui fixe les prévisions financières de la France et doit être voté le 29 avril à l'Assemblée nationale, recueille une majorité.

Les mises en garde, ces derniers jours, se sont accumulées, les signes de défiance se sont multipliés. Tout au long de cette fin de semaine pascale, les principaux responsables socialistes ont pu constater que, en l'état, la version actuelle du programme d'économies ne passe pas dans le parti.

### « TROUVER UN POINT D'ÉQUILIBRE »

Pour éviter le « clash », quelques députés du PS membres de la commission des finances, sous l'impulsion de Karine Berger (Hautes-Alpes), ont planché tout le week-end sur des scénarios alternatifs qui puissent permettre de rassembler la majorité sur le vote du programme de stabilité.

Ces propositions devaient être transmises, lundi 21 avril, au président du groupe socialiste, Bruno Le Roux, et à la nouvelle rapporteure générale du budget, Valérie Rabault. Cette dernière doit être reçue mardi à 15 heures, avec M. Le Roux, par le premier ministre pour lui faire part de ses analyses. « Il y a des oppositions très claires, explique Mme Rabault, jointe par Le Monde. L'objectif est de trouver un point d'équilibre entre l'exécutif et la majorité. »

Jusque tard dans la nuit de dimanche à lundi, ce groupe de travail informel de la commission des finances – même si le président du groupe a été informé de la démarche – a travaillé à la finalisation de ces scénarios. Dans une note de quatre pages dont Le Monde a pris connaissance, il envisage « une autre trajectoire d'économies ».

Pour ces députés, « le pouvoir d'achat des Français a déjà été touché par les efforts budgétaires, il n'est pas possible de demander plus ». Les solutions alternatives qu'ils proposent visent à éviter le gel des prestations sociales de base – soit 1,3 milliard d'euros pour les pensions du régime de retraite de base et 0,7 milliard pour les autres prestations (logement, famille, invalidité) –, ainsi que le gel du point d'indice de la fonction publique.

### « UN NOUVEAU CHOC DE POUVOIR

« Les ménages aux revenus moyens et modestes ont déjà participé aux efforts de redressement budgétaire », notent-ils. Ils rappellent l'ensemble des mesures qui ont affecté le pouvoir d'achat de ces foyers : gel du barème de l'impôt sur le revenu, suppression de la demi-part pour les personnes isolées, hausse des cotisations retraite, hausse de la TVA et suppression de l'exonération fiscale de la majoration de 10 % pour les retraités ayant eu trois enfants. Pas question, donc, pour eux, de leur infliger « un nouveau choc de pouvoir d'achat ».

Le groupe de travail de la commission des finances se démarque des onze députés PS qui, au lendemain de la déclaration du premier ministre, plaident pour une limitation des économies à réaliser en trois ans à 35 milliards d'euros au lieu des 50 prévus. Pour ces onze-là, s'exprimant au nom de la centaine de parlementaires qui avaient réclamé un « contrat de majorité » avant le vote de la confiance au gouvernement de M. Valls, « l'objectif de passer sous la barre des 3 % pourrait être maintenu mais décalé dans le temps ». Mais le gouvernement, lui, est tenu par ses engagements.

La note rédigée par Mme Berger s'inscrit, elle, dans le cadrage général des 50 milliards d'euros de limitation de la dépense. Mais, insiste-t-elle, « ces économies de dépenses ne doivent pas aller à l'encontre de notre reprise économique et de celle de l'emploi, qui ont été jusqu'à présent freinées par les efforts budgétaires ».

### MARGES DE MANŒUVRE ÉTROITES

L'objectif de réduction du déficit public en deçà de 3 % du produit intérieur brut n'est pas remis en cause. Toutefois, analyse la note, « de 2012 à 2014, la résorption de 2,6 points du déficit



structurel se solde par une baisse nette du déficit public de seulement 1,3 point, car l'impact négatif sur la croissance creuse la partie conjoncturelle du déficit ». Les trois scénarios alternatifs proposés respectent l'objectif de 28 milliards d'euros d'effort structurel sur quatre ans fixé par le plan du gouvernement.

Les économies proposées doivent, recommande la note, obéir à un objectif de pérennité, « ce qui n'est pas le cas lorsque l'on gèle des indices car cela ne permet pas de dégager des économies structurelles ». Enfin, elle précise bien que, « du fait des efforts considérables déjà réalisés en 2012 et 2013, aucun scénario alternatif ne doit comporter une hausse supplémentaire du taux effectif de prélèvements obligatoires entre 2015 et 2017 ».

Les députés socialistes sont conscients que les marges de manoeuvre sont étroites. Alors que la fronde gagne dans les rangs de la majorité, le gouvernement a tout intérêt, pour éviter une crise frontale, à trouver un accord. C'est ce que défendront devant M. Valls, mardi, le président du groupe et la rapporteure générale du budget.

**Michel Sapin : les 50 milliards d'économies sont « difficiles » mais « à notre portée »**

<http://www.dailymotion.com/embed/video/x1p0ssh>

Patrick Roger  
Journaliste au Monde

LAPRESSEENREVUE.EU

## II) Nouvelle division au sein du PS concernant le plan d'économie de Valls



« Les ménages aux revenus moyens et modestes ont déjà participé aux efforts de redressement budgétaire », estiment les députés PS. - AFP

**Un groupe de travail informel constitué de plusieurs députés PS souhaite éviter le gel du point d'indice de la fonction publique prévu par Manuel Valls.**

Après l'UDI, au tour des députés PS de proposer trois scénarios alternatifs au plan d'économies de 50 milliards d'euros de Manuel Valls pour tenter de rassembler la majorité avant le vote du programme de stabilité à l'Assemblée nationale, rapporte lundi Le Monde.

Ces pistes seront présentées mardi au Premier ministre par le chef de file des députés PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, et la nouvelle rapporteure générale du budget, Valérie Rabault, précise le quotidien.

Dévoilé la semaine dernière, le plan de réduction de la dépense publique sur la période 2015-2017 est critiqué par une partie du groupe socialiste qui s'oppose au gel de la majorité des prestations sociales jusqu'en octobre 2015 et au gel du point d'indice de la fonction publique.

Au lendemain de la présentation de la stratégie budgétaire du gouvernement, onze députés socialistes avaient ouvert les hostilités en écrivant à Manuel Valls pour l'exhorter à limiter le plan à 35 milliards d'euros d'économies.

Face à cette fronde qui menace l'issue du vote du 29 avril prochain, plusieurs députés PS, membres

de la commission des finances, se sont attelés ce week-end à trouver des trajectoires alternatives susceptibles de rassembler une majorité d'élus.

Pour ces députés, « le pouvoir d'achat des Français a déjà été touché par les efforts budgétaires, il n'est pas possible de demander plus », selon une note rédigée par la députée des Hautes-Alpes Karine Berger et citée par Le Monde. « Les ménages aux revenus moyens et modestes ont déjà participé aux efforts de redressement budgétaire. »

S'il ne remet pas en cause l'objectif de réduction de déficit public sous la barre des 3% du PIB ni le cadre des 50 milliards d'euros, le groupe de travail informel souhaite éviter le gel du point d'indice de la fonction publique qui « ne permet pas de dégager des économies structurelles » ainsi que le gel des prestations sociales.

Il écarte également toute « hausse supplémentaire du taux effectif de prélèvements obligatoires entre 2015 et 2017 ». Source Reuters

lesechos.fr

### III) Pourquoi le chômage est si élevé en France

L'économiste Jean Tirole analyse le fonctionnement pervers du marché du travail. Il explique le fait que le chômage est en France structurellement plus élevé que dans les pays comparables.



- Une demandeuse d'emploi, à Nice en février 2013.  
REUTERS/Eric Gaillard. -



#### L'AUTEUR

Eric Le Boucher Eric Le Boucher est un des fondateurs de Slate.fr. Journaliste, chef de service, chroniqueur économique au journal Le Monde, il est depuis 2008 directeur de la rédaction d'Enjeux-Les Echos. Il est l'auteur d'« Economiquement incorrect ».

La déception des chiffres récents de l'emploi amène à vouloir fortifier la croissance, rien ne pourra s'améliorer sans elle. Assez haute, elle pourrait être suffisante pour rogner doucement les chiffres du chômage, et inverser enfin « la courbe ». Mais les mauvaises performances de la France ne datent pas de 2007 et de la crise des subprimes, elles remontent à loin. La croissance retrouvée ne suffirait pas à redonner de l'élan à l'emploi en France. Jean Tirole, président de la Toulouse School of Economics, dresse dans un article intitulé « La théorie économique de la régulation des licenciements », paru dans la revue Commentaire (N°145 - Printemps 2014) un bilan sans concession sur le mauvais fonctionnement du marché du travail français dont il montre la logique perverse.

D'abord peu de gens travaillent. La France a un faible taux d'emploi des 15-64 ans, inférieur d'environ 10 points à ceux des pays du nord de l'Europe. Les jeunes trouvent la porte du travail fermée et les seniors sont poussés dehors. Pourtant le chômage est structurellement plus élevé que dans les pays comparables et depuis longtemps. Et encore, souligne Jean Tirole, les statistiques ne prennent-elles pas en compte le « chômage déguisé » des travailleurs découragés et des emplois financés par des aides publiques.

#### Relation conflictuelle

Mais ce n'est pas tout. Jean Tirole ajoute deux graves défauts. Les emplois sont en France de mauvaise qualité: 82% des emplois créés depuis 2012 sont à courte durée (CDD). Et ces contrats sont rarement transformés en CDI. L'entreprise est peu incitée à investir dans un capital humain instable.

La conséquence est une relation au travail conflictuelle entre employeurs et employés, la France est 129ième pays sur 139 pour ses relations au travail comme le constatent Yann Algan, Pierre Cahuc et André Zylberberg dans



leur livre «La fabrique de la défiance». Et les salariés sont beaucoup plus anxieux sur l'avenir de leur travail en France malgré les protections dont les CDI sont entourés.

Pourquoi? Beaucoup de causes sont connues: les charges trop élevées sur le travail, l'inadéquation de la scolarité à la demande des entreprises, la mauvaise qualité de la formation professionnelle, le choix du Smic. Mais l'auteur nous donne un autre facteur: les mécanismes du marché du travail. La France se trouve au fond de la classe avec ses partenaires méditerranéens: l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la Grèce. Tous ces pays ont des statistiques calamiteuses de chômage, en particulier pour les jeunes.

L'explication est claire. Confrontés au chômage, les gouvernements latins successifs ont encouragés les CDD et les emplois aidés. Ces emplois coûtent «moins cher» à l'entreprise qui est découragée d'employer des salariés de meilleure qualité, plus stables, mais plus chers. Ces emplois précaires coûtent en revanche beaucoup à l'Etat qui ferait mieux de dépenser cet argent en abaissant les charges en général. Le système du CDD a créé une dualité du marché du travail entre les protégés à contrat indéterminé et les autres qui mettent de plus en plus de temps à trouver un boulot stable.

### **Double pousse au crime**

En outre, les processus de licenciement longs et coûteux pour les CDI détournent les entreprises de ce type d'emploi, et les poussent soit à délocaliser, soit à créer des CDD. Les déclarations ministérielles sur les destructions de certaines usines ou entreprises et des licenciements collectifs ont un effet amplificateur de ces défauts. Ils pointent «des victimes identifiables», déclenchent l'empathie de l'opinion et forcent l'entreprise à payer son plan de licenciement.

Mais ce mécanisme est un double pousse au crime. Car les entreprises qui licencient ne paient pas les longues indemnités que recevront les salariés mis dehors. Celles-ci seront payées par les autres entreprises, notamment par celles qui ne licencient pas. En résumé, les entreprises qui ne licencient pas paient pour celles qui licencient. «Le système français encourage les licenciements». Exactement le contraire de ce qu'il prétend faire.

De plus, la législation française sur les licenciements pénalise les secteurs qui ont une certaine stabilité et licencient peu. Il pousse aussi à la triche: maquiller des départs volontaires en licenciements ouvre droit à des allocations et renvoie sur l'Etat une partie du coût. Entreprises et salariés s'entendent sur le dos des contribuables.

### **Taxe sur les licenciements**

Cette analyse montre bien la perversité du marché du travail et explique pourquoi le chômage reste si élevé. Elle dégage aussi la solution: faire payer le licencieur. Une taxe serait imposée sur chaque licenciement en échange de la réduction des cotisations chômage et d'un allègement des procédures de licenciement. Le bénéfice d'une telle réforme serait multiple. Elle ferait payer cher aux entreprises qui licencient plutôt qu'à celles qui ne licencient pas. Elle cesserait de confier «une mission impossible aux prud'hommes et aux tribunaux». Elle obligerait les entreprises à former leurs salariés.

Réforme difficile: «Payer pour licencier» est un tabou en France, admet Jean Tirole. Cette réforme pourrait aussi -c'est un autre handicap- inciter les entreprises à faire partir les salariés en sureffectifs qu'elles conservent dans le système actuel. Mais l'auteur propose que la réforme ne s'applique qu'aux CDI créés après le vote de la loi et non aux existants. Autant de sujets de débats. Mais le projet d'une taxe sur les licenciements aurait l'avantage de s'attaquer à la racine du mauvais fonctionnement du marché du travail en France.

Eric Le Boucher

slate.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**



## IV) Et si Hollande et Valls reculaient sur le gel des retraites?

Face à la désapprobation d'une très grande majorité de Français et à l'hostilité d'une partie du PS face au gel des pensions annoncé par Manuel Valls, l'exécutif va-t-il faire machine arrière?

P.C



Manuel Valls et François Hollande face à la grogne des retraités (Alain Jocard - AFP)

D'un côté des Français qui désapprouvent très largement le gel des pensions de retraites jusqu'en octobre 2015. De l'autre, des élus PS qui craignent de faire les frais de cette grogne aux prochaines élections, en particulier les Européennes de mai prochain. A l'évidence, la mesure choc annoncée par Manuel Valls le 16 avril dernier dans le cadre des 11 milliards d'euros d'économies sur les prestations sociales a bien du mal à passer.

Au point qu'avant le vote sur le plan d'économies, le 29 avril à l'Assemblée, les conciliabules entre Elysée, Matignon et la direction du PS se multiplient. Jean-Christophe Cambadélis, le nouveau patron du parti, s'est ému ouvertement de la mise en cause du pouvoir d'achat des retraités modestes. Les députés PS rencontreront d'ailleurs Manuel Valls ce mardi pour tenter d'arracher quelques aménagements aux mesures d'économies.

Pourtant, en 2013 lors du débat sur les retraites, le gouvernement Ayrault n'avait pas cédé sur le décalage de six mois de la revalorisation des retraites, une mesure déjà très contestée au PS. Celui de Manuel Valls, à peine installé, va-t-il pouvoir reculer sur le gel des pensions?

## Trouver d'autres économies

Valérie Rabaud, la nouvelle rapporteure générale PS du budget de l'assemblée, doit également rencontrer Manuel Valls cette semaine. Avec son collègue Gérard Bapt, rapporteur du budget de la Sécu, elle lui proposera que ce gel des pensions jusqu'en 2015 épargne les retraités modestes dont les revenus sont inférieurs à un certain seuil, à définir.

Au PS, on souhaiterait que ce gel épargne aussi les classes moyennes, qui, elles, ne bénéficieront pas à la différence des foyers modestes de la mesure fiscale annoncée par Matignon dans le collectif budgétaire de juin.

Mais encore faut-il que l'exécutif accepte de revenir un peu en arrière et face porter les économies sur d'autres prestations sociales. Le gel des pensions doit en effet rapporter 1,3 milliard d'ici à 2015.

bfmtv.com

## V) Hollande-Valls, un tandem "fusionnel" mais à haut risque

Par Hervé ASQUIN

**Le duo exécutif formé par François Hollande et Manuel Valls se veut "fusionnel" mais l'attelage est à haut risque pour l'un comme pour l'autre avec, en...**

Le duo exécutif formé par François Hollande et Manuel Valls se veut "fusionnel" mais l'attelage est à haut risque pour l'un comme pour l'autre avec, en ligne de mire, la présidentielle de 2017 qui pourrait aiguïser les rivalités.

En choisissant Manuel Valls pour succéder à Jean-Marc Ayrault après la déroute des municipales, François Hollande a choisi une "forte personnalité" susceptible de mettre en oeuvre son pacte de responsabilité, "y compris dans ses aspects financiers" les plus douloureux, souligne un poids lourd du gouvernement.

Pour preuve: c'est le chef du gouvernement en



personne qui est venu annoncer mercredi, dans la foulée du Conseil des ministres et en territoire élyséen, le détail des 50 milliards d'économies exigés par le rétablissement des finances publiques ainsi que le gel de prestations sociales.

Un Manuel Valls, observe ce ministre, qui "s'est jeté avec la même puissance sur les questions économiques et budgétaires que sur les questions d'ordre et de sécurité".

Depuis sa nomination, Valls occupe le terrain, ce qui n'est pas pour déplaire au "château", où l'on jugeait son prédécesseur Jean-Marc Ayrault un peu trop "discret" et le président du même coup un peu trop exposé. Le Premier ministre retrouve ainsi son rôle traditionnel de paratonnerre sinon de fusible, au risque de voir s'éroder une popularité soigneusement entretenue à l'Intérieur.

"Ce qui est très important, c'est que Valls puisse faire du Valls, c'est-à-dire porter et défendre" la ligne fixée par François Hollande, a expliqué un proche du chef de l'Etat.

"Il fallait de l'efficacité, de la cohésion, de la force pour mener la politique du président", insiste son entourage. François Hollande lui-même a parlé d'une relation "quasiment fusionnelle".

- Matignon, tremplin ou piège ? -

Le chef de l'Etat est à présent le président le plus impopulaire de la Ve République, à 18%, et Manuel Valls un Premier ministre avec une belle cote de popularité en début de mandat, à 58%. Un écart de 40 points d'une ampleur inédite entre les deux têtes de l'exécutif depuis 1958, hors périodes de cohabitation.

Jean-Marie Le Guen, nouveau secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement, n'y voit pas un problème: "La réussite de Manuel Valls profitera directement au président de la République".

Mais qu'en sera-t-il en 2017 ? Au PS, des voix s'élèvent déjà pour réclamer une primaire même si le président sortant, François Hollande, veut briguer un second mandat. Ainsi, Julien Dray, vice-président PS de la région Ile-de-France, se dit "plutôt favorable" à cette "désignation démocratique".

Et dans les trois années qui viennent, Matignon pourrait être le plus beau des tremplins pour Manuel Valls. "Même si la baisse de popularité n'est pas un risque mais une certitude, il peut y

gagner autre chose de beaucoup plus fort: la crédibilité dans la plénitude de l'exercice des responsabilités et une autorité incontestable", analyse un membre du gouvernement.

A moins que le président ne l'entraîne dans sa chute. Le chef de l'Etat a lui-même mis en garde vendredi en lâchant, dans une phrase qui pouvait englober tous les ténors socialistes: "Si le chômage ne baisse pas d'ici à 2017, je n'ai, ou aucune raison d'être candidat, ou aucune chance d'être réélu".

Quoi qu'il en soit, sous la Ve République, seuls deux Premiers ministres sont parvenus à l'Elysée: Georges Pompidou et Jacques Chirac.

Et en attendant, les deux hommes ont bétonné leurs entourages au lendemain des municipales: les fidèles de la place Beauvau pour Manuel Valls; le premier cercle des intimes pour le président, à l'Elysée comme au gouvernement où les "hollandais" se taillent la part du lion : Jean-Pierre Jouyet, secrétaire général de la présidence, Stéphane Le Foll, élevé au rang de porte-parole du gouvernement, Bernard Cazeneuve, à l'Intérieur...

Potentiellement, ces entourages pourraient devenir de redoutables machines de guerre campées sur les deux rives de la Seine si le tandem harmonieux virait à la rivalité.

Un homme manque toutefois déjà à l'appel: Aquilino Morelle, le conseiller politique de François Hollande, l'inspirateur de son discours du Bourget qui avait relancé la campagne présidentielle mais aussi la plume de Lionel Jospin à Matignon où Manuel Valls oeuvrait comme directeur de la communication.

Il se rêvait en trait d'union incontournable entre l'Elysée et Matignon mais a été emporté par les accusations de conflit d'intérêts de Mediapart, un coup dur pour le président comme pour son Premier ministre.

publicsenat.fr

LAPRESSEENREVUE.EU



## VI) À Béziers, Ménard perd l'agglomération



Robert Ménard, lors de son premier conseil municipal, le 4 avril à Béziers. Crédits photo : SYLVAIN THOMAS/AFP

### **Le nouveau maire a été battu par une coalition sanctionnant le soutien que lui apporte le FN.**

L'OPA de Robert Ménard sur l'agglomération de Béziers (Hérault) n'a pas abouti. Jeudi soir, Frédéric Lacas, le maire sans étiquette de Sérignan, s'est montré meilleur rassembleur, en totalisant cinq voix d'avance (33-28) sur le nouveau maire de Béziers, élu le 30 mars avec le soutien du Front national. Dans une ambiance pesante de défi et de suspicion mutuelle de trahison entre les deux camps, les conseillers communautaires ont majoritairement choisi de se ranger derrière le médecin généraliste de Sérignan.

Triomphalement réélu dans sa commune dès le premier tour avec 75,18 %, Frédéric Lacas est un homme de consensus, connu pour s'opposer avec pugnacité au précédent maire UMP et président de l'agglomération de Béziers Raymond Couderc.

Le 30 mars, Robert Ménard, appuyé par Marine Le Pen, avait pourtant triomphé, surfant sur la déroute de ses opposants. Après le renoncement de Raymond Couderc et de son dauphin Élie Aboud, défait aux municipales, les conseillers communautaires ont multiplié les réunions pour

faire barrage au maire de Béziers. Au terme de longs conciliabules, une majorité s'est dégagée en extremis. Les socialistes de Jean-Michel Du Plaa et les communistes d'Aimé Couquet ont passé un accord avec les élus UMP ou DVD. Et les partisans de Raymond Couderc ont décidé de jouer ce jeu collectif.

*“Vous avez trahi Béziers, vous avez voté contre votre ville”*

«Vous avez trahi Béziers, vous avez voté contre votre ville», s'est emporté Robert Ménard. Affichant le visage de la colère, il s'en est pris à ses opposants, Jean-Michel Du Plaa et la DVD Agnès Jullian. Pour Robert Ménard, il apparaissait légitime que le vainqueur du 30 mars puisse présider l'agglomération. Il s'était beaucoup dépensé pour «retourner» plusieurs maires de petites communes et les ajouter à ses 22 suffrages de la ville de Béziers. La veille, en conseil municipal, il pensait avoir envoyé un message fort: baisse de 4 % des impôts locaux et recrutement de dix policiers municipaux. Mais visiblement les manœuvres et les premières



décisions n'ont pas suffi.

«Nous venons de voir le vrai visage de Robert Ménard, pas celui angélique de la campagne qui promettait tellement de choses, mais celui de la menace non contenue», commente Agnès Jullian. «Notre seul parti, c'est le Biterrois, c'est la défense du territoire, de tout le territoire, Béziers y compris. Il était important que ce territoire qui m'est cher ne soit pas coupé du reste du monde. Ce n'est pas un territoire perdu. Non, C'est un défi à relever», a affirmé le nouveau président Frédéric Lacas. «Pour l'instant le plus important c'est de renforcer la majorité de travail qui vient de se former. Et après seulement nous verrons comment nous pourrions aller à la rencontre du maire de Béziers», a ajouté le socialiste Jean Michel Du Plaa, visiblement soulagé de cette élection.

Le vote a été suivi par près de 500 personnes qui ont accompagné de cris de joie la proclamation des résultats. La défaite est amère pour Robert Ménard qui assurait au soir de son élection qu'il dépasserait les clivages provoqués par son rapprochement avec Marine Le Pen. En attendant la visite prochaine de la présidente du Front national, il est désormais encerclé.

lefigaro.fr

## La Rochelle : l'université d'été du PS aura bien lieu malgré l'élection de Fountaine

La victoire de Jean-François Fountaine aux municipales ne privera pas La Rochelle de l'université d'été du PS. "Nous serons présents" affirme Cambadélis



C'est en tant que patron du PS que Jean-Christophe Cambadélis reviendra à La Rochelle en août prochain. © Photo archives X. L.

Si l'élection à la mairie de La Rochelle de Jean-François Fountaine, exclu du PS pour ne pas s'être plié aux résultats de la primaire, a pu laisser planer un doute sur l'avenir de la traditionnelle université d'été du PS à l'espace Encan, celui-ci est désormais levé.

Dans une interview à paraître mardi dans Sud Ouest, Jean-Christophe Cambadélis, le successeur d'Harlem Désir rue de Solférino, confirme qu'il y aura bien une édition 2014 en août en Charente-Maritime. "Nous serons présents et fidèles à La Rochelle", souligne-t-il.

Quant à une éventuelle réintégration des deux plus célèbres dissidents socialistes de Charente-Maritime, Jean-François Fountaine donc, et son ami le député de la circonscription Olivier Falorni, qui, lui, avait refusé de s'effacer devant Ségolène Royal aux dernières législatives, Jean-Christophe Cambadélis assure qu'"Il faudra bien sûr tourner la page mais ça dépend tout autant d'eux que de nous. Je suis ouvert au rassemblement, mais pas à n'importe quelle condition. Nous en discuterons."

Il serait malgré tout très étonnant que Jean-François Fountaine et Olivier Falorni accueillent bras dessus bras dessous Ségolène Royal, la nouvelle ministre de l'Ecologie, en ouverture de l'université d'été. Rien n'indique non plus que le maire de La Rochelle et successeur de Maxime Bono soit invité à prendre la parole comme il en est l'usage...

Par ailleurs, dans cette interview à lire mardi dans notre espace abonnés, Jean-Christophe Cambadélis revient sur la nécessaire "cohésion" dont doit faire preuve le PS. Et affirme, qu'au-delà des doutes de l'aile gauche sur la politique de François Hollande, le principal "problème des socialistes, c'est qu'ils doivent passer la serpillière sur les années Sarkozy-Chirac." "Nous n'assainissons pas nos finances pour Bruxelles, poursuit-il, mais parce que nos enfants nous le demandent, car c'est eux qui paieront la note de notre laxisme."

sudouest.fr



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**